



**Centre National de la Recherche Scientifique**  
**Délégation Rhône Auvergne**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**(CCAP N° 2025-13)**

**MARCHE DE PRESTATIONS D'ORDONNANCEMENT, DE PILOTAGE ET DE COORDINATION (OPC) POUR  
DES TRAVAUX DE DEMOLITION-RECONSTRUCTION D'UN ATELIER ET LABORATOIRES DE CHIMIE**

**Pour l'Institut de Recherche sur la Catalyse et l'Environnement de Lyon (IRCELYON) du CNRS**

**PROCEDURE ADAPTEE (ARTICLES R.2123-1, -4 A -6 DU CODE DE LA COMMANDE  
PUBLIQUE)**

**CODES C.P.V :**

**71541000-2 : Services de gestion de projets de construction**

**CODE NACRES :**

**BF15 : DIAGNOSTICS, ORDONNANCEMENT-PILOTAGE-COORDINATION (OPC), SSI**

# TABLE DES MATIERES

<b>ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ – Descriptif général.....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Forme du marché .....	4
<b>ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 : INTERVENANTS.....</b>	<b>4</b>
3.1 La Maitrise d’Ouvrage (MOA).....	4
3.2 La Maitrise d’Œuvre (MOE) .....	5
3.3 Contrôle Technique (CT).....	5
3.4 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (CSPS) .....	5
3.5 Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC).....	5
3.5.1 Dispositions générales.....	5
3.5.2 Cotraitance .....	5
3.5.3 Sous-traitance .....	6
<b>ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHÉ ET MISSION D’OPC .....</b>	<b>6</b>
4.1 Durée du marché.....	6
4.2 La mission d’OPC.....	6
4.3 Prestations similaires .....	6
<b>ARTICLE 5 : MODALITÉS D’EXÉCUTION DE LA MISSION OPC .....</b>	<b>6</b>
5.1. Informations au titulaire et forme des notifications .....	6
5.1.1 Dispositions générales.....	6
5.1.2 Délivrance des Ordres de Service (OS).....	7
5.2 Dispositions liées aux zones à régime restrictifs (ZRR) .....	7
5.3 Délais d’exécution / Admission / Pénalités.....	9
5.3.1 Délais d’exécution et prolongation.....	9
5.3.2 Présentation et approbation des prestations.....	10
5.3.3 Pénalités .....	10
<b>ARTICLE 6 : MODIFICATIONS EN COURS D’EXECUTION DE MARCHÉ.....</b>	<b>11</b>
6.1 Généralités .....	11
6.2 Modifications dans le cadre de clauses de réexamen.....	11
<b>ARTICLE 7 : DETERMINATION DES PRIX ET VARIATION .....</b>	<b>12</b>
7.1 Principes généraux.....	12
7.2 Forme et variation du prix .....	12
<b>ARTICLE 8 : REMUNERATION.....</b>	<b>13</b>
8.1 Modalités de paiement.....	13
8.2 Avance .....	14
8.3 Acompte et solde .....	15

<b>ARTICLE 9 : ASSURANCES.....</b>	<b>15</b>
9.1 Obligations du titulaire .....	15
9.2 Garantie de la responsabilité décennale.....	15
9.3 Garantie de la responsabilité civile générale.....	15
<b>ARTICLE 10 : DIFFERENDS – RESILIATION - LITIGE.....</b>	<b>16</b>
10.1 Règlement amiable des différends .....	16
10.2 Résiliation du marché .....	16
10.3 Litige.....	16
<b>ARTICLE 11 : DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>16</b>
11.1 Régime des connaissances antérieures.....	16
11.2 Droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats .....	16
<b>ARTICLE 12 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – OBLIGATIONS DES PARTIES..</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 13 : DEROGATIONS .....</b>	<b>17</b>

## ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ – Descriptif général

---

### 1.1 Objet du marché

Le présent marché de prestations intellectuelles est un marché de service ayant pour objet **une mission d’Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) dans le cadre d’une opération de travaux de démolition – reconstruction d’un atelier et de laboratoires de chimie à l’Institut de Recherche sur la Catalyse et l’Environnement de Lyon (IRCELYON) du CNRS**

### 1.2 Forme du marché

Le marché est un marché ordinaire traité à prix forfaitaire.

Le présent marché ne fait pas l’objet de lot puisque ce dernier ne permet pas l’identification de prestations distinctes conformément à l’article L2113-10 du Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

---

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L’acte d’engagement et ses éventuelles annexes
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP n° 2025-13) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP n° 2025-13) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales, applicable aux Marchés Publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l’arrêté du 30 mars 2021.  
Ce document n’est pas matériellement joint mais consultable sur :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>
- L’offre technique du titulaire ;
- Le programme technique détaillé de l’opération, les plans graphiques et les documents de l’ESQ de la Maîtrise d’œuvre remis dans le cadre de la consultation ;
- Le planning prévisionnel de l’opération ;
- Le / les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Il est précisé que les marchés de travaux feront référence au CCAG Travaux en vigueur et au CCTG applicable aux marchés publics de travaux en vigueur.

## ARTICLE 3 : INTERVENANTS

---

### 3.1 La Maîtrise d’Ouvrage (MOA)

**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**  
DELEGATION RHÔNE AUVERGNE  
2 avenue Albert Einstein BP 61335  
69609 Villeurbanne Cedex

### **3.2 La Maîtrise d'Œuvre (MOE)**

Les missions de Maîtrise d'œuvre seront réalisées par le groupement d'opérateurs économiques désigné lauréat du concours de Maîtrise d'œuvre mis en place pour le projet de travaux et avec lequel un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence sera établi.

Le groupement de Maîtrise d'œuvre intervient sur les éléments de mission de base suivants : ESQ, APS, APD (y compris PC), PRO, AMT, VISA, DET et AOR. Il reste engagé jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Il intervient également sur les éléments de mission complémentaires suivants : SYN, CSSI et BIM modélisation.

### **3.3 Contrôle Technique (CT)**

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé. La mission de contrôle technique sera attribuée ultérieurement. Le nom du contrôleur et ses missions seront communiqués après notification du marché de maîtrise d'œuvre.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

### **3.4 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (CSPS)**

☒ La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

L'opération relève de la catégorie ☒ 1 ☐ 2 ou ☐ 3, conformément aux articles L. 4531-1s et R. 4531-1s du code du travail.

### **3.5 Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)**

#### **3.5.1 Dispositions générales**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché. Ces interlocuteurs sont identifiés à l'article 6 de l'acte d'engagement.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de changement éventuel de l'organisation de l'équipe du titulaire, ce dernier devra en informer dans les plus brefs délais le maître d'ouvrage pour validation. Le remplacement d'un des membres de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations objet du présent marché s'opérera avec un profil au moins équivalent, à savoir équivalence de diplôme et expérience.

#### **3.5.2 Cotraitance**

En cas de groupement d'opérateurs économiques, celui-ci peut être conjoint ou solidaire conformément aux dispositions des articles R.2142-19 et R.2142-20 du Code de la Commande Publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire. Chaque prestataire membre du groupement n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Le mandataire est solidaire pour chacun des prestataires engagés pour la totalité du marché et devra pallier à une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

### **3.5.3 Sous-traitance**

Le titulaire peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE ET MISSION D'OPC**

---

### **4.1 Durée du marché**

La durée d'exécution du marché est fixée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG PI, le délai d'exécution du marché court à compter de sa date de notification.

Toutefois, le délai d'exécution des prestations de la mission OPC court à compter de la date fixée par l'OS de démarrage. Les différents délais de remise des documents sont précisés à l'article 5.3.1 du présent CCAP.

### **4.2 La mission d'OPC**

La mission du titulaire comprend l'intervention et les prestations lors des phases suivantes :

- Assistance à la conception à partir de l'APS
- Assistance à la passation des marchés de travaux : participation à l'analyse des offres et participation aux négociations
- Préparation de chantier
- Exécution des marchés de travaux
- Assistance aux opérations de réception

La description et les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP 2025-13).

### **4.3 Prestations similaires**

Le CNRS se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## **ARTICLE 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA MISSION OPC**

---

### **5.1. Informations au titulaire et forme des notifications**

#### **5.1.1 Dispositions générales**

Le maître d'ouvrage communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au titulaire pour l'exécution de son marché.

Le titulaire communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité à les connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

Le maître d'ouvrage, dans les limites de ses obligations en matière d'ouverture et de réutilisation des données publiques, respecte le secret industriel et commercial couvrant la réalisation de la mission du titulaire.

### **5.1.2 Délivrance des Ordres de Service (OS)**

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service au sens du CCAG-PI qui est un document écrit devant être notifié au titulaire et éventuellement communiqué à la Maîtrise d'Œuvre.

La maîtrise d'ouvrage est seule habilitée à émettre des ordres de service (OS) selon les modalités prévues à l'article 3.8 du CCAG PI.

Ces décisions sont remises au titulaire (ou mandataire du groupement) soit contre récépissé, soit adressé par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par tout autre moyen permettant d'en attester la date de réception.

Il s'agit notamment des décisions suivantes :

- Détermination du point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter un élément de mission, une prestation ;
- Suspension provisoire de l'exécution des prestations d'OPC.

Le titulaire est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires sous peine de forclusion. Ce délai court à compter de la date de réception par le titulaire de l'ordre de service.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG-PI, le titulaire ne peut pas refuser d'exécuter l'ordre de service de démarrage des prestations, s'il lui est notifié plus de six mois après la notification du marché.

## **5.2 Dispositions liées aux zones à régime restrictifs (ZRR)**

Les travaux sont exécutés dans un lieu où des mesures particulières de sécurité sont applicables. Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées ci-après.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal (article R.413 et suivants) et du décret 2011-1425 du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle d'accès aux Zones à Régime Restrictif.

À ce titre, le titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès, les travaux, objet du présent marché, relevant d'une telle zone.

De plus, le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Les conditions de recours et d'agrément des sous-traitants sont celles prévues aux articles L.2193-3 et R.2193-1 à R.2193-4 du Code de la Commande Publique.

A cette fin, le titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité imposées au titulaire.

De plus, le titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter les règles de sécurité auxquelles le titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier le marché sans indemnités aux frais et risques du titulaire.

Les personnels du titulaire devront se conformer strictement aux règles applicables de sécurité pour l'exécution du marché, au règlement intérieur ainsi qu'aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur du site. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent marché.

Le titulaire s'engage à informer ses personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis.

#### Autorisations préalables d'accès

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, celui-ci peut soumettre l'accès au site à l'agrément préalable des personnels du titulaire et des sous-traitants éventuels par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS (<http://www.dgdr.cnrs.fr/fsd/>).

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- Le patronyme et les prénoms de son agent ;
- Une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
  - Carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
  - Titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- Adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision du FSD d'agréer ou non une personne physique intervenant pour la réalisation des prestations objet du présent marché.



A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès au site concerné par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder au site concerné par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessus.

Le maintien dans les équipes du titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

### 5.3 Délais d'exécution / Admission / Pénalités

#### 5.3.1 Délais d'exécution et prolongation

##### ➤ Délai d'exécution

Les documents à produire par le titulaire ainsi que les délais de remise au Maître d'Ouvrage sont définis dans le tableau ci-dessous. Ils doivent être transmis par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le Maître d'Ouvrage.

Type de document	Délai de remise
<b>En phase conception / Etudes</b>	
Etablissement des documents d'études / Documents à remettre en phase PRO	15 jours après la demande
Documents à joindre au DCE	15 jours après la demande
Analyse des offres	15 jours à réception des dossiers des offres
<b>En phase réalisation de travaux</b>	
Calendrier des premiers travaux	15 jours à compter du début de la phase de préparation
Autres documents à produire en phase de préparation	Avant l'achèvement de cette phase
Calendrier d'exécution des travaux	10 jours à compter du début de la phase de réalisation des travaux et après chaque demande de mise à jour du calendrier émise du MOE ou du MOA
Mise à jour du calendrier des travaux	10 jours à compter de chaque demande écrite de mise à jour du calendrier émise par le MOE ou du MOA
Calendrier d'organisation de levée des réserves	7 jours calendaires à compter de la notification de la décision de réception des travaux du MOA
Compte-rendu(s) de réunion	Au plus tard 2 jours ouvrés après la réunion

Pointage hebdomadaire du planning	Joint au compte-rendu hebdomadaire
Rapport mensuel d'avancement	Au plus tard 2 jours ouvrés avant la date de réunion de revue de projet organisée par le MOA
Autre document	7 jours calendaires à compter de la demande

### ➤ Prolongation des délais d'exécution

En application de l'article 13.3.1 du CCAG PI, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

En ce qui concerne les modalités de mise en œuvre, il est fait application de l'article 13.3.2 du CCAG PI.

Conformément à l'article 13.3.3 du CCAG PI, le maître d'ouvrage notifie par écrit au titulaire sa décision dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de prolongation du titulaire. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

#### 5.3.2 Présentation et approbation des prestations

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise. La transmission par mail sera néanmoins privilégiée et l'accusé réception par la maîtrise d'ouvrage vaudra alors date de remise.

Le maître d'ouvrage prend la décision d'approuver, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les différents livrables remis par le titulaire dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG PI.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG PI, le Maître d'ouvrage dispose d'un **délai de deux (2) mois** pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Ce délai court à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage des éléments de prestation devant être remis par le titulaire.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au titulaire dans le délai défini ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec ou sans observation, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29 du CCAG PI.

Les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet prévus au 1er alinéa de l'article 29 du CCAG PI sont écrites.

#### 5.3.3 Pénalités

Toutes les pénalités applicables au présent marché sont cumulables.

Les pénalités ne peuvent nullement avoir d'effet libératoire en sorte que le CNRS se réserve, en sus, le droit de réclamer au Titulaire, la réparation du préjudice résultant de tout fait fautif de ce dernier.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, le CNRS peut appliquer des pénalités par jour de retard calendaire sur simple constat du retard, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 30% du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, des pénalités nettes de taxe dont le montant par jour de retard est fixé comme ci-après pourront être appliquées au titulaire **en cas de retard dans la présentation des documents** :

<b>Document à remettre en phase PRO</b>	<b>150 €</b>
<b>Documents à joindre au DCE</b>	<b>150 €</b>
<b>Analyse des offres</b>	<b>150 €</b>
<b>Calendrier des premiers travaux</b>	<b>200 €</b>
<b>Calendrier détaillé d'exécution des travaux tous corps d'état</b>	<b>500 €</b>
<b>Autres documents à produire en phase de préparation</b>	<b>150 €</b>
<b>Compte-rendu de réunion</b>	<b>150 €</b>
<b>Pointage hebdomadaire du planning</b>	<b>150 €</b>
<b>Rapport mensuel d'avancement</b>	<b>250 €</b>
<b>Autre document</b>	<b>150 €</b>

En cas d'absence non justifiée du titulaire à une réunion à laquelle il était convoqué ou à une réunion qu'il est chargé d'animer, il pourra être appliqué une pénalité de **150 euros**.

Toute prestation non effectuée ou effectuée partiellement et prévue explicitement par le présent marché pourra être sanctionnée par une pénalité de **150 € par fait constaté**.

Le non-respect de tout autre point du cahier des charges non listés ci-dessus pourra entraîner l'application d'une pénalité de **100 € par jour de retard ou par fait constaté** selon le cas.

## **ARTICLE 6 : MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DE MARCHE**

---

### **6.1 Généralités**

Le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En application des articles R. 2194-8 et R. 2194-9 du Code de la Commande Publique, les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont cumulativement limitées à 10 % du montant du marché initial.

### **6.2 Modifications dans le cadre de clauses de réexamen**

En application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, des clauses de réexamen sont prévues lorsque les dispositions contractuelles et notamment les prestations demandées au titulaire sont modifiées. Dans

ce cas, elles font l'objet d'un avenant qui prend en compte ces modifications et adapte en conséquence la rémunération du titulaire.

Cela concerne notamment :

- o Des conséquences sur le marché du titulaire, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- o Des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations du titulaire résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage ;
- o Des aléas non imputables au titulaire ;
- o Au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause le travail réalisé, rendant ainsi nécessaire la reprise d'études ;
- o Des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux ;
- o La participation à des missions complémentaires nécessaires au suivi ou au remplacement d'un intervenant défaillant (constat contradictoire, consultation, choix de cet autre intervenant) ;
- o Du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

**Ces modifications ne pourront être effectives qu'après validation de la part du pouvoir adjudicateur et formalisées par voie d'avenant.**

**En cas de désaccord entre les parties, seule la maîtrise d'ouvrage a le pouvoir de décider de l'application de ces modifications de manière unilatérale.**

## **ARTICLE 7 : DETERMINATION DES PRIX ET VARIATION**

---

### **7.1 Principes généraux**

Le marché est conclu à prix forfaitaire.

La monnaie de référence de ce marché est l'euro.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les prix comprennent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais de déplacement ainsi que l'intégralité des frais et dépenses relatifs à l'exécution du marché.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables à l'opération et à ses prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix.

De même, il est réputé avoir connaissance pleine et entière des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

### **7.2 Forme et variation du prix**

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG PI, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise, par le titulaire, de l'offre initiale ou de l'offre finale issue des négociations le cas échéant. Ce mois est appelé « mois zéro » (**mois M0**). Il est arrêté à l'article 8.1 de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-PI, le **prix est révisable** lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à trois mois.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient de révision (Cr), donné par la formule :

$$Cr = 0,15 + 0,85 (Im/Io)$$

dans laquelle :

Io = valeur de l'indice de référence du marché au mois M0

Im = valeur de référence du marché au mois M correspondant au mois de réalisation des prestations

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Toutefois, si la durée d'exécution de la prestation est strictement supérieure à 1 mois : Im correspond à une moyenne arithmétique des valeurs de l'index des mois pendant lesquels s'est effectuée l'exécution de la prestation.

Il est tenu compte de l'indice de référence suivant pour le calcul de la variation des prix :

- Index divers de la construction – **ING – Ingénierie** – Base 2010 : **Identifiant 001711010** consultable sur le site INSEE <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010>

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Il n'est pas procédé au règlement de révision de prix provisoire.

## ARTICLE 8 : REMUNERATION

---

### 8.1 Modalités de paiement

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est la Déléguée Régionale du CNRS Rhône Auvergne.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire du CNRS Rhône Auvergne.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'Acte d'Engagement, selon le RIB original joint.

Les factures sont émises selon l'échéancier défini à l'article 9.3 du présent CCAP.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (**SIRET n° 18008901303720**) ;

- Le code service de l'entité CNRS facturée : **MOY700\_OI** ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 2088Lxxxx).

Chaque facture doit comporter, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- Les références du présent marché ;
- Le nom et l'adresse complète du lieu de réalisation des prestations ;
- La désignation du débiteur :

**CNRS Délégation Rhône Auvergne,  
2 avenue Albert Einstein,  
BP 61335  
69609 Villeurbanne Cedex**

- La période concernée par les prestations ;
- Le montant HT de la prestation ;
- Le montant de la TVA et le total TTC de la prestation.

Le délai global de paiement des sommes dues au titre du présent marché est de 30 jours suivant la réception des factures et sous réserve de l'exécution du service correspondant.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros.

## 8.2 Avance

En application des dispositions de l'article R.2191-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire bénéficie du versement d'une avance forfaitaire sauf en cas de refus de sa part exprimé dans l'acte d'engagement (article R.2191-5 du Code de la Commande Publique).

**Le taux de l'avance accordée est de 5%.**

Conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la Commande Publique, lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance est porté à 10%.

L'avance est calculée sur le montant initial toutes taxes comprises du marché si la durée de ce marché est inférieure ou égale à 12 mois.

Si la durée du marché est supérieure à 12 mois, l'avance est calculée selon la formule suivante :

$$\text{Montant de l'avance} = \text{taux de l'avance} \times (12 \times (\text{montant initial du marché} / \text{durée du marché}))$$

Où la durée est exprimée en mois et le montant initial en € TTC

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence dès lors que le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Le remboursement doit être terminé dès lors que le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

### 8.3 Acompte et solde

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le titulaire à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

Pour les demandes de paiement calculées *au prorata temporis* de l'avancement de la mission, il est précisé que l'assiette du calcul correspond à la durée du marché hors GPA, installation de chantier et études.

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution de sa mission fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Etape	Exigibilité
<b>Phase Etudes : APS, APD, PRO, DCE/AMT</b>	80 % Après rendu du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux à joindre au DCE 20 % A la notification des marchés de travaux
<b>Phase de préparation de chantier</b>	60 % A la remise des livrables autres que le calendrier d'exécution 40 % A la notification du calendrier d'exécution
<b>Phase d'exécution des travaux</b>	100 % Sous forme d'acomptes mensuels et <i>au prorata</i> de l'avancement des travaux
<b>Phase de réception</b>	70 % A l'issue des opérations préalables à la réception des travaux 25 % A la levée des réserves 5 % A la fin de la garantie de parfait achèvement (ou à l'issue de sa prolongation)

## ARTICLE 9 : ASSURANCES

### 9.1 Obligations du titulaire

Le titulaire assume sa responsabilité professionnelle, telle qu'elle est définie notamment par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil, dans les limites de la mission qui lui est confiée.

La survenance d'un sinistre avant l'achèvement de la mission ne fait pas obstacle aux règlements des prestations du titulaire.

L'attestation d'assurance professionnelle du titulaire est jointe au marché. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

### 9.2 Garantie de la responsabilité décennale

Cette police doit garantir la responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil dans les conditions prévues aux articles L. 241-1 et suivants du code des assurances.

### 9.3 Garantie de la responsabilité civile générale

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le titulaire est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels

ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

## **ARTICLE 10 : DIFFERENDS – RESILIATION - LITIGE**

---

### **10.1 Règlement amiable des différends**

Il est fait application de l'article 43 du CCAG PI.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché conformément aux articles R. 2197-4 et R. 2197-23 du Code de la Commande Publique.

### **10.2 Résiliation du marché**

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 36 à 40 du CCAG PI avec les précisions suivantes.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, en cas de résiliation par le maître d'ouvrage, pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé à 1%.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

### **10.3 Litige**

A défaut d'accord amiable, en cas de différend entre les parties, seul le Tribunal Administratif de Lyon sera compétent.

## **ARTICLE 11 : DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

---

### **11.1 Régime des connaissances antérieures**

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 32.2 du CCAG PI. La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

### **11.2 Droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats**

Les résultats sont définis à l'article 32.1 du CCAG PI. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 35.1 du CCAG PI.



## ARTICLE 12 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – OBLIGATIONS DES PARTIES

---

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où celui-ci produira ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n° 2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

En ce qui concerne les modalités de mise en œuvre de la protection des données personnelle, il est fait application de l'article 5.2 du CCAG PI.

## ARTICLE 13 : DEROGATIONS

---

Article du CCAP	Article du CCAG PI auquel il est dérogé
<b>2</b>	4.1
<b>5.1.2</b>	3.8.3
<b>5.3.3</b>	14 / 14.1.2 / 14.1.3 / 14.1.1
<b>7.2</b>	10.1.1 / 10.1.2
<b>7.5</b>	16 / 16.2.2 / 16.2.1
<b>10.2</b>	40

Il est précisé que dès lors qu'une dérogation au CCAG est formulée de manière claire et non équivoque par un article du CCAP ou une autre pièce contractuelle, la circonstance que la dérogation elle-même ou l'article du CCAG auquel il est dérogé n'est pas mentionné par l'article dérogatoire et/ou récapitulée dans la présente liste ne saurait avoir pour effet d'écarter l'application de cette dérogation.